

HORIZONS ÉCONOMIQUES

Volume 8, numéro 2
Décembre 2018

À lire aussi :

- Paul Romer, Nobel d'économie
- Hausse du taux directeur au Canada

Dossier spécial :

Le capital humain

DOSSIER SPÉCIAL

Le capital humain

7

Portrait de Paul Romer

9

Qu'est ce qui explique le décrochage scolaire?

11

La crise du logement et son effet sur la violence conjugale

Jongler avec les concepts

16

Pour une hausse du taux de financement à un jour

20

Un taux directeur élevé pour une croissance élevée

21

L'économie selon Saint-Exupéry

Zone de divertissements

15

Citations d'enseignants

Sudoku du journal

22

Publications de professeurs

Sortons des sentiers battus

4

La lutte contre le gaspillage alimentaire: une idée innovante de la France

5

Critique de la formation académique en économie avec F.A Hayek

Merci aux principaux partenaires d'Horizons Économiques pour l'année 2018 - 2019



AECSE

Le contenu des articles de cette parution appartient entièrement à leurs auteurs. Les propos et faits rapportés sont sous leur entière responsabilité. Membres exécutifs du journal : Léo Leroux (rédacteur en chef), Pierre-Loup Beauregard (édition), Laurence Dami-Houle (correctrice) et Daniel Paré (graphisme). Un grand merci pour le travail de Dali Wu pour la page couverture.

Mot du rédacteur en chef

Par Léo Leroux

Chers lecteurs et lectrices,

C'est avec grand plaisir que l'équipe de rédaction et moi-même vous présentons la toute dernière parution de l'année 2018. Malgré l'approche imminente des examens finaux, de nombreux rédacteurs ont rédigés des textes de qualités, qui, je l'espère, piqueront votre curiosité économique. Le dossier spécial porte sur le capital humain. Les articles expliquent son rôle dans la croissance, son développement par l'éducation et son utilisation dans des modèles qui traitent d'enjeux sociaux importants.

Des remerciements sont en droits à tous les rédacteurs pour leur implication, sans laquelle ce projet étudiant ne pourrait continuer d'exister. Je remercie aussi Pierre-Loup Beauregard pour son immense aide et Daniel Parez pour la conception de la publicité des Jeux d'Économie. Un dernier remerciement à l'Association des Étudiants en Science économique (AESE) ainsi qu'à l'Association étudiante de l'École des Sciences de la Gestion (AéESG) pour leur fidèle soutien financier.

Horizons Économiques est un journal ouvert à tous et à toutes. Bien que la majorité de nos rédacteurs étudie en économie, nous sommes toujours ouverts à la participation d'étudiants d'autres programmes. Le journal ne possède pas d'idéologie ni de ligne éditoriale mais requiert un standard minimum de qualité et un sujet pertinent à l'économie. S'impliquer dans ce projet étudiant est une bonne façon de développer ses compétences en communication, de rencontrer d'autres étudiants et d'explorer des sphères de la science économique souvent ignorées en classe. Si rédiger vous intéresse, nous vous invitons à nous contacter via notre page Facebook.

Bonne fin de session à tous et à toutes,

Léo Leroux

Rédacteur en chef

Vous souhaitez vous impliquer?

Le journal *Horizons Économiques* est toujours à la recherche de nouvelles personnes pour s'y impliquer. Tant pour la rédaction d'articles, l'organisation de la visibilité ou encore dans l'administration du journal en soi, toute aide nous est bénéfique. Il s'agit d'une expérience hors du commun où tous apprennent à mettre à contribution leur forces et talents, selon leurs disponibilités.

N'hésitez pas à nous écrire! Pour de plus amples informations, joignez-nous grâce à notre page Facebook.

Toute l'équipe d'*Horizons Économiques*

La lutte contre le gaspillage alimentaire: une idée innovante de la France

Par Élodie Lavoie

En mai 2015, le site web de Radio-Canada titrait : « La France interdit aux supermarchés de jeter la nourriture ». Si la nouvelle a fait peu de bruit ici, l'idée est pourtant excellente. Il s'agit de forcer les supermarchés à donner les produits arrivant à échéance à des organismes de charité ou à l'industrie de la transformation ou, tout simplement, à laisser les restants dans une boîte pour que les plus démunis puissent se servir.

À l'origine de cette initiative se trouve Guillaume Garot, l'actuel président du Conseil National de l'Alimentation de la France, cet organisme qui joue le rôle de consultant sur la définition de la politique publique de l'alimentation. En 2012, la France s'est fixé l'objectif de réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici 2025. Il s'agit, selon Garot, d'un enjeu éthique (beaucoup souffrent de la faim), économique (une famille dilapide beaucoup d'argent en nourriture non consommée) et environnemental (émissions de gaz carbonique, consommation d'eau sur des terres mobilisées pour rien)¹.

Les entreprises de type commerces de détail doivent aussi favoriser l'utilisation des aliments invendus dans les entreprises d'alimentation animale ou d'agriculture, ou bien privilégier la valorisation énergétique des invendus. La loi est plus intransigente envers les supermarchés de moyenne ou de grande taille de plus de 400 mètres carrés: ces derniers ont dû conclure, avant juillet 2016, une entente avec un ou plusieurs organismes de charité. Un manquement à cette loi est passible d'une peine de deux ans de prison et de 75 000 euros d'amende.

Un peu de chiffres: selon Recyc-Québec, un ménage moyen, au Québec, jette en moyenne 140 kilogrammes de nourriture par année, desquels 63 % des aliments auraient pu être mangés. Par ailleurs, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),

28 % des superficies agricoles dans le monde sont utilisées pour la production de nourriture ultimement perdue ou gaspillée. Toujours selon la FAO, les pertes alimentaires représentent « une bonne part des déchets solides municipaux ». À travers le monde, les conséquences économiques du gaspillage alimentaire (sans compter le poisson et les fruits de mer) s'élèvent à 750 milliards de dollars.



Ainsi avec cette loi, interdiction de verser de la mélasse ou d'asperger avec de l'eau de Javel pour rendre impropre à la consommation cette nourriture invendue. Un an après la promulgation de cette loi, c'est plus de 10 millions de repas qui ont pu être donnés². En outre, 5000 nouvelles associations en lien avec la répartition des invendus ont vu le jour. La France a fait un petit : l'Italie s'est dotée d'une loi similaire par la suite.

En conclusion, le gaspillage alimentaire coûte cher aux contribuables et la création d'une pareille loi permettrait d'aider les plus démunis, tout ça pour un coût nul.

Références

Laurence MADOU, Un volet « gaspillage alimentaire » dans la loi sur la transition énergétique, Techni.Cités, 2015. <https://www.lagazettedescommunes.com/350245/un-volet-gaspillage-alimentaire-dans-la-loi-sur-la-transition-energetique/>

Éric DE LA CHESNAIS, Comment une loi a réussi à réduire le gaspillage alimentaire en France, Le Figaro, 2017. <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/02/03/20002-20170203ARTFIG00199-comment-une-loi-a-reussi-a-reduire-le-gaspillage-alimentaire-en-france.php>

Critique de la formation académique en économie avec F.A Hayek

Par Charles-Henri Lavoie

Récemment, un de mes professeurs m'a recommandé la lecture du texte *Pretence of Knowledge* de Friedrich Hayek, que ce dernier a lu lors de la cérémonie où il reçu un prix Nobel, un prix reçu pour son travail sur la théorie monétaire et l'interdépendance des phénomènes économiques.

Il faut rappeler que les années 70 ont été marquées par une crise du modèle keynésien en économie et que cette période inflationniste a mis en valeur l'incapacité du modèle keynésien à mettre en place une économie stable à long terme. C'est dans cette optique que le discours de Friedrich Hayek lors de la cérémonie du prix Nobel est devenu pertinent.

Friedrich August Von Hayek était un scientifique qui s'intéressait à plusieurs sciences. Du droit à l'économie en passant par la philosophie politique, Hayek était un homme érudit d'une formation vaste. Dans le cadre de ses fonctions d'économiste, tout comme dans sa vie en général, Hayek était un fervent défenseur du libéralisme et un féroce opposant à la théorie keynésienne qui, à l'époque, était dominante.

Dans ce texte, Hayek exprime l'inquiétude d'un scientifique quant aux pratiques qui sont valorisées dans la profession. Ce faisant, Hayek définit la science économique comme une science sociale. Son argument principal est que l'économie est un phénomène complexe qui comporte un nombre de variables important. Comme dans le cas de tout phénomène complexe, l'analyse économique est limitée dans sa capacité de quantifier le phénomène.

« Unlike the position that exists in the physical sciences, in economics and other disciplines that deal with essentially complex phenomena, the aspects of the events to be accounted for about which we can get quantitative data are necessarily limited and may not include the important ones. »

Il explique ensuite que la complexité inhérente à l'économie en est une organisée. Dans ses propres mots :

« Organized complexity here means that the character of the structures showing it depends not only on the properties of the individual elements of which they are composed, and the relative frequency with which they occur, but also on the manner in which the individual elements are connected with each other. »



Il poursuit en disant que cette complexité fait en sorte que les éléments que l'on peut quantifier dans de tels phénomènes ne sont pas suffisants pour les comprendre ou les expliquer, et donc certainement insuffisants pour émettre des prédictions futures. Cette conclusion le pousse à déplorer la fausse croyance selon laquelle les mesures et les modèles économiques sont des outils d'analyse complets avec lesquels on peut comprendre l'ensemble du phénomène économique.

« Yet the confidence in the unlimited power of science is only too often based on a false belief that the scientific method consists in the application of a ready-made technique, or in imitating the form rather than the substance of scientific procedure, as if one needed only to follow some cooking recipes to solve all social problems. »

En tant qu'étudiant en économie, je ne prétends pas pouvoir rapporter cette critique à une évaluation de la profession actuelle, mais je peux la relier au milieu académique dans lequel j'évolue. Il est indéniable que l'économie est une formation qui tourne autour du développement de la capacité d'analyse. Cette capacité correspond à une compétence adaptative et donc la substance de la science économique.

Pourtant, la majorité des cours (surtout les cours de tronc commun) dans notre formation sont des cours destinés à l'apprentissage de modèles préétablis et acceptés. Certes, on en apprend les limites mais nous ne sommes pas formés (du moins dans les cours de tronc commun) à l'étude des facteurs qualitatifs qui entourent ces modèles, facteurs qualitatifs qui pourraient modifier notre analyse ou, à tout le moins, la compléter. Notre formation académique vise à nous permettre de développer des techniques pour exploiter des données surtout quantitatives et d'en tirer des conclusions suivant des théories de nature mathématique qui, elles, s'appuient sur des hypothèses. Bien que cette compétence soit pertinente, je crois que notre champ de compétence pourrait être plus complet. Mon point est ici de soulever la question suivante.

Quelle utilité réelle peut bien avoir en économie une capacité d'analyse quantitative développée si la limite de l'analyse quantitative elle-même nous échappe?

En effet, il serait possible de développer l'argument selon lequel les cours de pensée économique de l'UQAM complètent ce vide dans notre formation. À mon sens, ces cours sont un pas dans la bonne direction, bien que ce standard soit loin d'être la norme dans le milieu académique économique. Toutefois, je continue de penser que notre formation serait plus complète si nous avions des compétences axées sur la compréhension et l'incorporation de facteurs qualitatifs dans nos modèles. Par

exemple, c'est un fait que le comportement d'un individu dans une situation donnée est influencé par sa culture. Ainsi, une connaissance rudimentaire de sa culture pourrait être pertinente dans la modélisation de son comportement, ce qui, à mon avis, serait une addition fondamentale à la formation d'économistes qui pratiquent leur science en ayant conscience du facteur humain sous-jacent à leur analyse. Cette analyse qualitative permettrait aussi la subjectivité inhérente à toute science sociale, qui est souvent ignorée en économie.

Je ne propose pas de modifier le mode d'analyse en économie de manière fondamentale; je propose simplement que nous ayons accès à une compétence plus développée quant à la mise en contexte sociale qui entoure notre modèle. De cette manière, nous aurions des analyses plus nuancées, ce qui apparaît nécessaire pour mettre en valeur relativité inhérente à toute analyse en science humaine. Faire autrement revient à ignorer la nature de notre science, ignorance qui ne peut pas être rationnelle. Dans les mots d'Hayek :

«The recognition of the insuperable limits to his knowledge ought indeed to teach the student of society a lesson of humility which should guard him against becoming an accomplice in men's fatal striving to control society. »

Références

Mises institute, *A Free-Market Monetary System and The Pretense of Knowledge*. En ligne. <https://mises.org/library/free-market-monetary-system-and-pretense-knowledge>. Consulté le 21 novembre 2018.

Portrait de Paul Romer

Par Léo Leroux

Le 8 octobre dernier, l'Académie royale des sciences de Suède a décerné le prix Nobel d'économie 2018 à Paul Romer et William D. Nordhaus pour leurs contributions à l'étude de la croissance économique de long terme. Alors que Nordhaus a reçu le prix pour avoir intégré les changements climatiques dans l'analyse de la croissance, Romer a été nommé pour y avoir ajouté l'innovation technologique.

Paul Romer est un macroéconomiste américain spécialisé en croissance économique et en innovation technologique. Né en 1955, il décroche un baccalauréat en mathématiques avant de faire une maîtrise en économie. Il poursuit ses études dans le même domaine et obtient son doctorat en économie en 1983. Tous ses diplômes ont été complétés à la prestigieuse Université de Chicago. Il a aussi effectué des études supérieures au MIT et ainsi qu'à la Queen's University. Durant son doctorat à Chicago, Robert Lucas l'a conseillé sur sa thèse.

Suite à son doctorat, il enseigne à Berkeley, Chicago et Rochester tout en faisant de la recherche au National Bureau of Economic Research (NBER). Il se joint à l'école de gestion de Stanford. Il fonde ensuite une compagnie de technologie éducative, Aplia, qui offre des logiciels de devoirs en ligne pour les universités. Il vendra sa compagnie quelques années plus tard à Cengage, un gros joueur du marché des produits éducatifs. En 2010, il devient professeur à la Stern Business School de la New York University (NYU).

En 2016, Romer rejoint la Banque Mondiale en tant qu'économiste en chef. À la suite de controverses, il quitte ce poste un peu plus d'un an après y être entré. Des courriers électroniques internes publiés par le Financial Times montrent l'économiste en chef critiquer plutôt durement la Banque:

« I've never in my professional life encountered professional economists who say so many things that are easy to check and turn out not to be true... Imagine a field of science in which people publish research papers with data that are obviously fabricated. »

Peu avant son départ, il avait aussi soulevé des questions sur l'institution et son indice de compétitivité, l'*Indice de la facilité de faire des affaires*. Ce dernier classe les pays en prenant en compte de nombreux facteurs, tels que le fardeau réglementaire, la corruption et les taxes, pour évaluer si le pays est propice aux activités commerciales. Selon Romer, la Banque aurait fréquemment modifié sa méthodologie au cours des dernières années, ce qui aurait défavorisé le Chili, alors dirigé par un gouvernement plus à gauche. À la suite de ces commentaires, la Banque Mondiale a lancé un audit sur son rapport pour finalement déterminer que l'indice n'a pas été manipulé.

Après son départ tumultueux de la Banque Mondiale en janvier 2018, il revient à son poste de professeur à la NYU. Quelques mois plus tard, en octobre, il obtient le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur la croissance et l'innovation.

Le modèle de Solow et la contribution de Romer

Les économistes s'intéressent depuis longtemps au rôle de l'innovation technologique dans la croissance économique de long terme. Il est évident que celle-ci joue est un facteur important de la croissance (voir la révolution industrielle). Cependant, modéliser l'innovation technologique s'avère difficile.

À l'époque où Romer complétait son doctorat, le modèle dominant était celui de Solow. Dans ce modèle, un seul bien est produit à partir de deux intrants, le capital (K) et le travail (L). Le facteur technologique, A, indique le niveau de technologie à une période t. Un A plus élevé augmente la production pour un niveau K et L fixe.

$$Y = A_t F(K_t L_t)$$

Le facteur technologique A croît à un rythme g . Celui-ci est exogène, c'est-à-dire qu'il n'est pas expliqué par le modèle.

$$A_{t+1} = (1 + g)A_t$$

Le stock de capital par travailleur k_t est simplement le stock de capital à la période t divisé par le nombre de travailleurs. Dans les modèles plus simples, on peut supposer que la population ne change pas et donc que $L_t = L$, une constante.

$$\hat{k}_t = \frac{K_t}{L_t}$$

Le modèle prédit qu'à long terme, les économies tendent vers un état stationnaire. Celui-ci est défini par un stock de capital par travailleur constant dans le temps. À cause des rendements décroissants du capital, pour que les économies continuent de croître perpétuellement, il faut du progrès technologique (croissance du A). Cette dernière n'est malheureusement pas expliquée par le modèle.

De plus, la technologie A est considérée comme un bien public. Toutes les firmes ont accès à la même technologie. C'est un peu comme si on suppose que des inventions tombent du ciel, un peu au hasard, et que tout le monde en profite.

En réalité, nous savons que qu'une grande partie de l'innovation est produite comme bien privé. Celle-ci provient de la recherche et développement du secteur privé (et parfois public), et la technologie développée n'est pas disponible pour toutes les firmes. Les brevets donnent un monopole aux firmes qui inventent. Il y a bien sûr une partie de l'innovation qui prend la forme de bien public. Par exemple, la théorie de la relativité d'Einstein est une innovation technologique sous forme de bien public. Pour bien illustrer le tout, Romer donne l'exemple de l'électromagnétisme. Ce concept a été découvert par des scientifiques et leurs travaux sont des biens publics. Cependant, ce sont les firmes privées qui ont utilisé cette science pour créer des cassettes vidéo (biens publics) dans le but de faire un profit.

En 1990, Romer publie *Endogenous Technological Change* dans le Journal of Political Economy, un des journaux les plus prestigieux de la profession. Il présente un modèle semblable à celui de Solow, mais où la technologie (le facteur A) est endogène. Son modèle utilise des firmes en concurrence monopolistiques qui maximisent le profit. Ces firmes investissent des ressources en recherche et développement, ce qui détermine le facteur technologique A . Romer souligne l'importance du capital humain et du nombre de personnes qui travaillent en recherche et développement en tant que facteurs cruciaux de la détermination de la croissance.

La grande contribution de Romer est donc d'avoir rendu la technologie endogène, donc expliquée par le modèle. Avant Romer, le modèle de Solow prédisait que la technologie détermine la croissance de long terme. Or, si cette dernière n'est pas expliquée par le modèle, il est difficile de pousser l'analyse.

Malgré les avancements des dernières années, de nombreuses questions subsistent dans le domaine de la croissance. Le rôle des institutions, les inégalités de richesse ou les changements climatiques occupent les chercheurs du domaine. L'économie de la croissance et ses recommandations ont le potentiel d'améliorer la qualité de vie de millions de personnes, surtout dans les pays sous-développés.

Références :

- Zumbrun, J. *World bank competitiveness rankings weren't manipulated, audit shows; review clears bank of concerns raised by its former chief economist, but says changes to methodology should be curbed*. Wall Street Journal. 12 juillet 2018.
- Paul Romer quits after an embarrassing row. The Economist. 25 janvier 2018.
- Romer, P. *Endogenous Technological Change*. Journal of political Economy. 1990
- Morley, J. *What is endogenous growth theory?* World Economy Forum. 24 juin 2015.

Qu'est ce qui explique le décrochage scolaire?

Par Krystel Poirier

Dans la société actuelle, l'éducation est de plus en plus valorisée. Un simple exemple permet de voir la grande évolution que le Québec a subie en douze ans, entre 1990 et 2012. La population active (entre 25 et 64 ans) de 1990 sans diplôme d'études secondaires (DES) s'élevait à 37,9 % et seulement 15,2 % de cette population avait un diplôme universitaire. Puis, en 2012, on a pu constater une amélioration des chiffres puisque 13,5 % de la population active n'avait pas de DES tandis que 29,4 % possédait un diplôme universitaire. Malgré une diminution sentie des gens ne possédant pas de DES et une augmentation d'individus ayant obtenu un diplôme universitaire, le décrochage scolaire demeure un problème persistant. Plusieurs économistes se sont penchés sur ce qui pourrait expliquer ce fléau. Dans cet article, plusieurs causes qui mènent vers le décrochage scolaire seront expliquées. (Cet article est tiré d'une revue de littérature faite pour un travail.)

Malgré les bénéfices majeurs d'obtenir un DES, il y a toujours un trop grand nombre de décrocheurs au secondaire. D'une part, les adolescents sont plus enclins à abandonner les études que les adolescentes, ce qui s'explique par le fait que les garçons et les filles n'aient pas les mêmes caractéristiques de motivation qui les poussent à continuer les études. D'autre part, les antécédents familiaux, les préférences, les habiletés, les compétences non cognitives et les croyances seraient parmi les meilleurs prédicteurs de décrochage scolaire au niveau secondaire.

Afin de résoudre le problème de décrochage scolaire, Oreopoulos (2007) a cherché à savoir si l'obligation d'atteindre un certain niveau d'études aurait des effets positifs sur la trajectoire future des étudiants, par exemple l'obtention minimale d'un DES au Québec.

Il a trouvé que les règlements scolaires affectent positivement les étudiants qui sont plus enclins au décrochage. Il a également prouvé que l'ajout d'une seule année de scolarité permet une augmentation des revenus de 10 % à 14 % en comparaison d'un étudiant décrocheur. Cependant, ces effets positifs sont seulement visibles chez les jeunes au début du secondaire, jusqu'à 15 ans environ. Par la suite, on ne mentionne pas de répercussion sur le nombre d'étudiants poursuivant leur parcours scolaire.

Une autre étude a porté son attention sur l'impact du salaire minimum sur le décrochage scolaire. Elle a révélé que l'attrait du salaire minimum augmente les probabilités que des adolescents quittent l'école pour aller travailler et qu'ils se retrouvent sans emploi. Cela peut être expliqué par le fait que l'augmentation du salaire minimum diminue l'employabilité, alors les adolescents sont moins avantagés dans la recherche d'emploi puisqu'ils sont moins qualifiés et qu'ils n'ont généralement pas d'expérience.

D'un point de vue similaire, Belley, P., & Lochner, L. (2007) ont réfléchi quant à savoir si un changement dans le revenu familial détermine le niveau d'éducation maximal qu'un individu atteindra. Ils ont découvert que depuis plusieurs années, le revenu familial joue un rôle crucial dans la décision d'un jeune de finir ou non son secondaire et qu'il a également un impact sur la réduction des heures de travail non scolaire durant l'année scolaire. Cela s'explique par le fait qu'un étudiant ayant des parents plus fortunés recevra généralement une meilleure aide financière de ceux-ci. Des parents bien nantis seraient moins enclins à pousser leur enfant à travailler beaucoup, ce qui l'encouragera à poursuivre ses études tout en travaillant un nombre

d'heures raisonnables par semaine, soit de 10 à 15 heures.

L'environnement et le cercle familial ont d'ailleurs de grands impacts sur un adolescent et son futur. Painter et Levine (2000) ont étudié l'impact des familles non traditionnelles[1] sur les réalisations de l'enfant. Ils se sont aperçu que l'effet des revenus familiaux est similaire à celui de la structure familiale lorsqu'il est contrôlé par les effets simultanés (l'occupation du père, la religion, le nombre de frères et sœurs, le nombre de livres disponibles à la maison, etc). L'engagement des parents serait un facteur indépendant de celui du revenu, mais cela ne l'empêche pas d'être un enjeu très important pour la présence en classe et contre le décrochage scolaire.

Comparé à un enfant vivant avec ses deux parents, un enfant vivant uniquement avec sa mère a de plus fortes chances d'abandonner l'école et de ne pas poursuivre aux cycles supérieurs après le secondaire. Cette situation est d'ailleurs plus prédominante dans les ménages dirigés par une femme non blanche possédant un faible niveau d'éducation. L'augmentation des revenus dans un ménage dirigé seulement par la mère pourrait constituer une façon de diminuer le décrochage scolaire.

Les structures familiales non traditionnelles peuvent aussi avoir des conséquences imprévues sur les membres de la famille. Painter et Levine (2004) ont étudié l'existence de conséquences sur l'attitude des enfants lorsqu'ils vivent un moment de transition familiale durant leur parcours au secondaire. Ils ont démontré que les adolescents vivant le divorce de leurs parents ont tendance à diminuer leurs attentes face à l'éducation. Tout au long du divorce, l'adolescent aura tendance à éprouver de la détresse émotionnelle et des problèmes de comportement, ce qui augmenterait ses chances d'avoir des ennuis en cours et hors cours. Ainsi, le jeune, qui a de fortes chances de manquer d'attention et ayant des surplus d'émotions, verra l'importance qu'il accorde à l'éducateur être amoindrie

puisque dans le moment présent, il n'y voit que des problèmes de plus. Un environnement où la mère a le rôle de chef de famille et où un beau-père est présent constituerait un environnement désavantageux comparativement à celui représenté par une famille intacte (où les deux parents sont toujours ensemble). Cela s'explique par le fait qu'en moyenne, un contexte de structure familiale non traditionnelle mène à de plus petits revenus familiaux; c'est encore pire pour les ménages composés uniquement d'une mère monoparentale.

En conclusion, l'environnement de l'enfant a un grand impact sur l'importance qu'il accorde aux études. En effet, des politiques publiques mal adaptées encourageraient en quelque sorte le décrochage scolaire. Aussi, une structure familiale non traditionnelle et de faibles revenus familiaux seraient deux facteurs déterminants dans la poursuite de la scolarité. Espérons que la scolarisation ne perde pas de son importance dans le futur et qu'un jour, le décrochage scolaire soit une chose du passé.

Références

- Almås, I., Cappelen, A. W., Salvanes, K. G., Sørensen, E. Ø., & Tunngodden, B. (2016). What explains the gender gap in college track dropout? Experimental and administrative evidence. *American Economic Review*, 106(5), 296-302.
- Neumark, D., & Wascher, W. (1995). Minimum-wage effects on school and work transitions of teenagers. *The American Economic Review*, 85(2), 244-249.
- Oreopoulos, P. (2007). Do dropouts drop out too soon? Wealth, health and happiness from compulsory schooling. *Journal of public Economics*, 91(11-12), 2213-2229.
- Belley, P., & Lochner, L. (2007). The changing role of family income and ability in determining educational achievement. *Journal of Human Capital*, 1(1), 37-89.
- Painter, G., & Levine, D. I. (2000). Family structure and youths' outcomes: Which correlations are causal?. *Journal of Human Resources*, 524-549.
- Painter, G., & Levine, D. I. (2004). Daddies, devotion, and dollars: How do they matter for youth?. *American Journal of Economics and Sociology*, 63(4), 813-850.

La crise du logement et son effet sur la violence conjugale

Par Marc-Antoine Dionne & Pierre-Loup Beauregard

Comme discuté dans un précédent article dans *Horizons Économiques*, la violence conjugale peut être expliquée par des théories issues de l'économie féministe. Dans ces modèles de négociation intra-ménager, chaque agent (l'homme et la femme) tente de maximiser sa propre utilité. Les préférences des agents étant divergentes, chacun s'efforce d'aligner les ressources selon ses propres intérêts. Cette négociation prend la forme de jeux non coopératifs classiques, c'est-à-dire que les agents prennent des décisions sans se coordonner, essayant de maximiser leur bien-être tout en considérant les actions de l'autre. La conclusion de ces jeux est déterminée par les rapports de force dans le ménage. Ainsi, un agent dépendant de son conjoint sera plus susceptible de faire plus de concessions à cause de son faible pouvoir de négociation. Dans l'analyse de ces jeux, on fait appel au concept d'utilité de réserve, qui se définit comme l'utilité alternative qu'un agent pourrait avoir à l'extérieur du couple; elle est déterminée par son revenu, sa scolarité, son réseau, etc. La menace de divorce étant l'outil principal de la négociation, l'utilité de réserve en est l'argument central. Nous invitons les lecteurs avides d'approfondir leur compréhension des modèles à consulter la parution d'avril 2018.

La théorie économique nous dit que le phénomène de la violence conjugale risque de s'exacerber avec une diminution de l'utilité de réserve causée par une hausse des coûts relatifs au logement. Cette problématique n'est certainement pas étrangère au Canada; au Québec, un crime violent sur quatre, signalé à la police, était un cas de violence entre partenaires intimes. Au sein de ces crimes, les femmes étaient représentées de manière disproportionnée. La stagnation relative observée depuis 2005 dans les statistiques de violence domestique rapportées était due à une baisse des crimes de violence conjugale envers les hommes coïncidant avec une hausse de ceux à l'encontre des femmes (Sinha, 2011). Qui plus est, l'utilisation de

données policières pose un problème dans le cas de la violence domestique: dans plusieurs cas, soit les incidents ne seront pas rapportés par les victimes car des comportements violents et contrôlants seront perçus comme normaux par ces dernières, soit ils ne seront pas rapportés par amour, voire par peur, de leur partenaire. La situation réelle de la violence domestique est donc difficile à estimer. Par contre, il n'est pas saugrenu de s'attendre à ce qu'une augmentation des stress financiers, comme celui de l'insécurité locative, pourrait contribuer à la hausse de la violence conjugale (Eswaran & Malhotra, 2011; Bobonis et coll., 2013; Hashemi et coll., 1996).

La situation du logement au Canada

Le marché du logement canadien a, au cours des dernières années, fait face à une augmentation sans précédent de ses prix, alors qu'historiquement, les prix ont toujours suivi ce qui est référencé comme étant les fondamentaux de l'immobilier : le revenu disponible réel moyen des ménages, le taux d'hypothèque et l'accessibilité au financement, les coûts de construction ainsi que la proportion des 25 à 34 ans dans la population. Les dernières années ont vu se disloquer la relation entre ces indices et les prix des maisons. L'hypothèse couramment retenue pour expliquer ce schisme serait une augmentation de la spéculation sur le marché du logement à la grandeur du pays, plus particulièrement dans les régions métropolitaines ayant des marchés plus restreints en offre de logements. Beaucoup d'observateurs se posent la question à savoir si ces hausses traduisent la présence d'une bulle spéculative et d'une surévaluation des prix de l'immobilier ou, à l'opposé, si l'entrée massive de ce nouveau capital n'aurait pas, en proportion, fait insuffisamment augmenter le prix de l'immobilier.

Or, il serait difficile de prétendre que la croissance météorique des prix, atteignant 59 % du prix des maisons à Toronto, 33 % à Vancouver et en moyenne 27 % dans tout le Canada de 2010 à 2016, n'ait pas un effet restrictif sur l'accès au logement des ménages les moins fortunés ou sur les populations plus vulnérables. De fait, Hou (2010) montre que l'accessibilité au logement des quintiles de revenus les plus faibles aurait diminué dans les dernières décennies, et ce, malgré un niveau d'accessibilité moyen qui s'améliorerait. Il est possible de percevoir les changements survenus dans le marché de l'immobilier: le logement, traditionnellement un bien de consommation, s'est transformé en un vecteur d'investissement des ménages plus fortunés.

La mesure d'accessibilité au logement la plus fréquemment utilisée est une mesure du pourcentage du revenu disponible des ménages consacré à remplir leur besoin de logement. Au-delà d'un certain pourcentage (habituellement 30 %), un ménage est jugé comme ayant un problème d'abordabilité de logement. Le type de ménage étant le plus affecté par un problème d'abordabilité est, sans surprise, les logements locatifs, puisque ces derniers sont aussi ceux ayant les revenus les plus bas. Or, parmi ces locataires, les femmes monoparentales constituent le sous-groupe le plus représenté parmi ceux recensés, suivies par les minorités diverses.

Il est clair que les familles à faible revenu ont des difficultés à se loger, mais les femmes victimes de violence conjugale affrontent un lot de défis supplémentaires. Les femmes qui tentent de se trouver une habitation sécuritaire loin de leur abuseur font face à des barrières économiques importantes. Ces barrières peuvent se combiner à leur difficulté à trouver un emploi résultant de leur manque d'expérience (Baker, Billhardt, Warren, Rollins & Glass, 2010).

Byrne et coll. (1999) montrent aussi qu'une exposition antérieure à la violence conjugale est liée au fait d'être sans-emploi dans le futur. Des recherches rapportent que les abuseurs peuvent aller jusqu'à harceler les victimes dans leur milieu de travail, ce qui met en péril leur emploi. Les problèmes d'emploi, qui ont un impact direct sur le revenu disponible des femmes, aggravent donc le problème de logement auquel ces femmes font face. Même dans les cas où les femmes ont les ressources financières pour se trouver un logement, il arrive qu'elles se fassent dire non par les propriétaires par peur de grabuge potentiel de la part des ex-conjoints.

Les femmes, surtout les femmes pauvres, qui veulent échapper à une relation violente ont besoin d'avoir accès à des outils. Ces outils peuvent prendre la forme de refuges, de services alimentaires, de soutien psychologique; par-dessus tout, à terme, ils doivent prendre la forme d'aide au logement. Plusieurs recherches insistent sur l'importance des ressources tangibles; l'accès à une résidence stable pourrait constituer une des ressources les plus importantes pour les victimes. En habitation, il y a trois niveaux de soutien disponible pour les victimes : les refuges, les maisons de transition ainsi que l'aide au logement permanent. Évidemment, ce ne sont pas toutes les femmes qui passeront par les trois étapes. L'aide au logement permanent peut prendre en partie la forme de logement sociaux. Un obstacle important à l'accès au logement sociaux demeure: les listes d'attentes. Selon l'Office municipal d'habitation de Montréal, 25 000 ménages espèrent obtenir une place en HLM (habitations à loyer modique), mais seulement 2000 unités se libèrent chaque année. Les temps d'attente varient de quelques mois à plusieurs années (OMHM, 2018). Les temps d'attente pour obtenir de l'aide du Programme de supplément au loyer (PSL) sont similaires.

Considérant qu'une amélioration de l'accès au programme de logement sociaux constituerait une hausse de l'utilité de réserve de femme en relation, cela pourrait pousser certaines femmes à sortir de relations violentes alors qu'elles ne l'auraient pas fait dans d'autres circonstances. En ce sens, les politiques visant la réduction de la violence conjugale doivent se pencher sur la question du logement.

Malgré les mesures contraignant les propriétaires construisant des tours à condo à réserver une partie de ceux-ci pour des logements, l'offre de logements sociaux reste limitée dans les régions métropolitaines. Une option intéressante en matière de politique d'aide au logement dont pourraient profiter les victimes de violence conjugales serait un programme calqué sur celui de Moving to Opportunity du département du Logement et du Dé-



veloppement urbain des États-Unis. Ce programme sélectionnait aléatoirement des ménages ayant à leur tête des femmes monoparentales vivant dans les quartiers à forte densité de logement sociaux et de ménages à faible revenu, puis leur donnait accès à un logement subventionné dans des quartiers plus fortunés avec tous les services qui y sont reliés. Des résultats positifs concernant les enfants ayant déménagé dans le cadre du programme et ayant fréquenté les écoles publiques des quartiers plus aisés ont été rapportés par plusieurs papiers. Cependant, ce programme ne saurait être un substitut aux autres mesures d'aide au logement dès lors qu'il s'est révélé lourd en gestion administrative et a provoqué une moindre acceptabilité des associations de gens résidant dans les quartiers plus aisés, qui n'y étaient pas particulièrement favorables. De plus, le programme nécessitait le départ des femmes de leurs emplois, des cercles sociaux et des quartiers qu'elles ont fréquentés toute leur vie, ce qui peut s'avérer être une norme à double tranchant. D'une part, pour ces femmes qui doivent abandonner tous les pans de leur ancienne vie, cette contrainte peut être déchirante; d'autre part, elle peut être salubre pour des victimes de violence domestique, par exemple, puisque ces dernières

sont habituellement isolées et pourraient souhaiter mettre une distance entre elles et leurs agresseurs.

Les coûts socio-économiques de la violence conjugale ne sont plus à prouver et son lien avec l'instabilité du logement a été démontré depuis un certain moment dans la littérature. Le pouvoir public se doit d'intervenir concrètement en vue d'éliminer une fois pour toute ce problème d'envergure. À la lumière de notre analyse, il est primordial que les politiques ayant pour but la réduction de la violence conjugale soient coordonnées avec les politiques d'aide au logement. La volonté politique et les réponses pluridisciplinaires risquent d'être les avenues de solutions au problème de violence conjugale.

Références :

Les références étant très nombreuses, elles pourraient être fournies sur demande.

JEQ

ÉDITION 2019
JEUX D'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

Les 22 et 23 mars 2019 à
l'UQAM se tiendra une
opportunité inégalée
pour les étudiants

La compétition académique des Jeux d'Économie du Québec invite les étudiants et les étudiantes universitaires du premier cycle à mettre à contribution leurs connaissances afin d'adresser des enjeux actuels de la science économique.

Faites partie d'une équipe de 8 futurs
économistes pour représenter votre université.

(au moins deux membres de l'équipe doivent avoir moins de 45 crédits)



Montrez votre talent et vos connaissances
participez à un quizz, une analyse de cas et une série
de débats jugés par des professionnels du milieu.



Pour soumettre votre candidature, envoyez une lettre de
motivation et votre relevé de note avant le 10 décembre à l'AESE

facebook.com/AESE.ESG

Zone de divertissements

L'équipe du journal d'*Horizons Économiques* comprend qu'à travers nos cours, nos études et nos travaux, il est aussi important de décompresser, de se distraire un peu et d'avoir du plaisir. Voilà pourquoi nous vous offrons cette Zone de divertissements. Vous trouverez dans cette section quelques petits jeux et amusements.

Citations d'enseignants

Notez que ces citations sont anonymes, recueillies par des personnes tout aussi anonymes, et sont faites dans le plus grand respect du corps professoral. Nous vous offrons ici un les meilleures citations d'enseignants recueillies par les étudiants d'économie au cours du trimestre. Nous vous invitons à nous faire parvenir les vôtres!

- ◇ « *Ex post* c'est après, *ex ante* c'est avant. On aime ça les économistes dire la même chose en latin, on a l'air intelligent. »
- ◇ « Les matrices ça fait ben peur au monde, là arrêtez. C'est juste des grosses brackets avec des trucs dedans qui forment une grande famille. »
- ◇ « Ce que vous consommez en t , dépend de ce que vous avez consommé en $t-1$ et $t-2$. Surtout si vous avez des problèmes d'addiction à des drogues. »
- ◇ « Bon, c'est qui les marxistes ici ? »

Sudokus du journal

Notre version de ce petit jeu distrayant. Les règles sont fort simples: Dans chacun des quatre tableaux de jeu suivants, vous devez placer un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3X3, délimitées par un trait plus épais, doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans chaque ligne, chaque colonne et dans chaque boîte 3X3.

			5				9	
4	7	5		9			1	2
	8		1				7	
5	2							7
		7				6		
1							4	3
	5				6		3	
9	6			4		7	5	8
	1				5			

					1		8	9
9								
		6			5	1	4	2
	7	1		6		8		4
4				8				1
5		8		1		7	3	
1	9	4	7			3		
								7
6	3		8					

Pour une hausse du taux de financement à un jour

Article écrit par la délégation de l'UQAM au défi du gouverneur organisé par la Banque du Canada

Dans le présent article sera exposé une vue d'ensemble des perspectives économiques et financières ainsi qu'une prévision de la politique monétaire à moyen terme au Canada dans le but de soutenir une hausse du taux directeur de la Banque du Canada. Nous vous présenterons les perspectives économiques mondiales et canadiennes, puis les conditions monétaires et financières actuelles. Ensuite, nous présenterons les facteurs de risque et ferons une recommandation reliée à nos observations.

Les marchés d'exportation pour le Canada

75% de l'exportation des industries canadiennes est envoyée vers les États-Unis. Il s'avère donc pertinent de vérifier la viabilité de ce canal à long terme. L'économie y roule présentement à plein régime et les taux de croissance prévus sont élevés jusqu'en 2020. Avec l'instauration de l'AEUMC, on y prévoit une hausse des importations canadiennes. Par ailleurs, la banque centrale américaine a entamé une politique de normalisation monétaire, on s'attend donc à plusieurs hausses de taux au courant des prochains trimestres. En Europe, la banque centrale européenne a également annoncé qu'elle mettrait fin à son programme d'assouplissement quantitatif et qu'elle serait prête, à partir de l'été 2019, à augmenter le taux directeur. En ce qui concerne la Chine, où on observe un ralentissement économique, la Banque Centrale a décidé de diminuer le taux directeur afin de stimuler l'économie. Des discussions sont présentement en cours concernant un traité de libre-échange entre le Canada et la Chine, qui permettrait un meilleur accès au marché asiatique pour les industries canadiennes. Dans les pays émergents, on remarque un ralentissement de la croissance et une baisse des importations des ressources premières. L'accroissement de la classe moyenne y engendre une augmentation de la demande de biens de consommation.

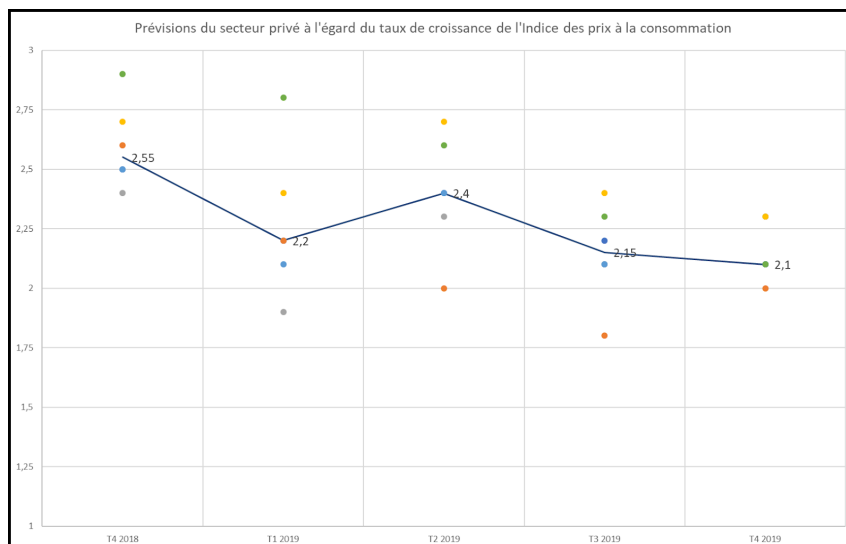
L'industrie pétrolière

La valeur du dollar canadien est fortement liée à l'industrie du pétrole. Il est donc pertinent de vérifier l'état de ce marché. On remarque en ce moment une hausse des exportations canadiennes tandis que la production de pétrole diminue au Venezuela, en Iran et au Brésil. La capacité de production de l'Arabie Saoudite est également remise en

question. Ainsi, l'offre mondiale devrait se maintenir ou diminuer. La demande mondiale, quant à elle, devrait augmenter, mais nous sommes témoin d'une incertitude liée aux pays émergents. L'écart entre le prix du Western Canadian Select et le Western Texas Intermediate devrait se résorber en 2019. On remarque de fortes baisses de prix au cours des derniers mois.

Perspectives canadiennes

Dans l'ensemble, la production des principales industries de la plupart des provinces se porte bien. En ce qui a trait aux provinces maritimes, il y a eu une hausse d'environ 36 % des exportations dans l'industrie du raffinement de pétrole en 2017, qui constitue l'une des industries les plus importantes pour ces provinces. Du côté de Terre-Neuve-et-Labrador, la principale industrie est l'extraction minière et de pétrole qui a eu une diminution en 2014-2015 puis a repris graduellement depuis. Au Québec, au sein de l'industrie de la production d'aluminium, on constate une augmentation des exportations vers les États-Unis entre 2016 et 2017, mais nous n'avons toutefois pas vu l'effet sur la production de la taxe sur l'aluminium, imposée par le président Trump en juin 2018. En outre, l'industrie aérospatiale, qui représente 80 % des exportations totales vers notre voisin américain, a connu une forte diminution à partir de 2016. En Ontario, l'industrie de la fabrication automobile a vécu une forte augmentation en exportation de 2008 à 2016 vers les États-Unis, puis une légère baisse en 2017. En Alberta et en Saskatchewan, l'ensemble des industries contribue au PIB de manière plutôt instable en



raison de leur économie majoritairement basée sur l'énergie. L'ensemble des exportations a chuté depuis 2014. En effet, l'évolution du prix du baril de pétrole a plongé de manière drastique à partir du début du mois d'août, du fait du manque d'infrastructure et de transport; il est, par le fait-même, difficile d'exporter le pétrole canadien en dehors des frontières. De plus, on prévoit un faible prix du baril de pétrole canadien jusqu'à ce que ces contraintes soient résolues. Finalement, en Colombie-Britannique, on remarque une faible baisse des exportations vers les États-Unis depuis 2016 dans l'industrie du bois.

Par ailleurs, à partir du 3^e trimestre de 2016, il y a eu une forte augmentation du taux d'emploi, ce qui signifie une participation plus élevée sur le marché du travail et le taux de chômage a atteint un niveau le plus bas depuis 40 ans avec un taux de 5.9%. Ainsi, l'économie canadienne semble avoir atteint son plein potentiel, situation qui indique que l'économie n'a plus besoin d'un faible taux d'intérêt pour être stimulée. Il

est également possible de remarquer que les entreprises ont de la difficulté à répondre à la hausse de la demande intérieure et extérieure. En se basant sur la courbe de Phillips qui démontre que la diminution du taux de chômage est liée à une hausse du taux d'inflation à court terme, il faudrait regarder l'inflation de plus près, afin d'en limiter les pressions à la hausse.

Conditions financières et monétaires

Il est important de parler des conditions financières et monétaires puisqu'elles constituent l'environnement tactique dans lequel évolue la politique monétaire de la Banque du Canada. Une marche vers la normalisation a été entamée par la plupart des pays industrialisés, notamment à l'intérieur de la zone euro, ainsi qu'aux États-Unis tel que mentionné précédemment. On discerne facilement l'incertitude sur les marchés financiers, engendrée par l'évolution de la politique monétaire et commerciale. En effet, face à l'augmentation du taux d'intérêt par la banque centrale américaine, il y eu des arbitrages qui sont effectués entre les marchés américain et canadien, ce qui



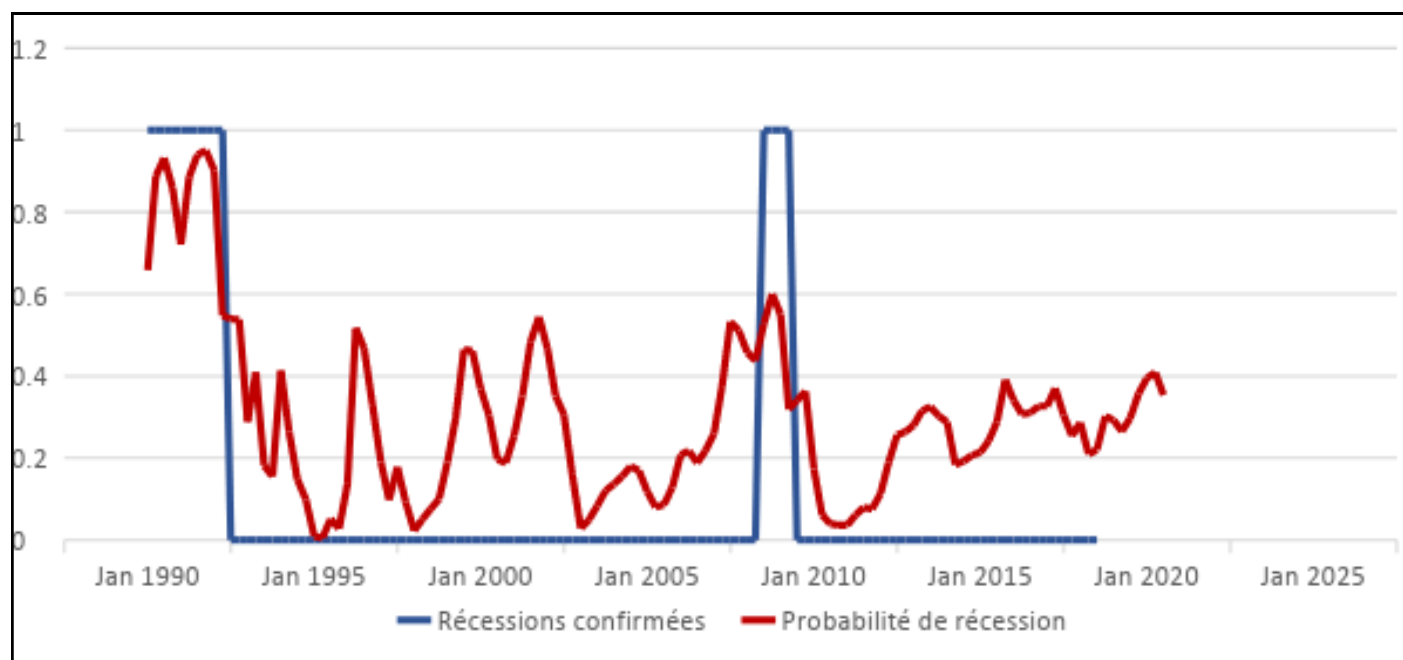
a mené l'écart de rendement entre les obligations à 10 ans et celles à 30 ans à un taux nul. Cela est parfois considéré comme un signe annonciateur d'une récession. Au mois de mai s'est produit le renversement de la partie longue de la courbe de taux entre les obligations 3 mois et les obligations 10 ans au Canada. Un modèle probit a permis de prédire la probabilité de récession à partir de l'écart de rendement. On remarque que le risque est en hausse, mais qu'il n'atteint qu'une valeur de 40 %. Le risque est donc bien présent mais pas alarmant pour les huit prochains trimestres.

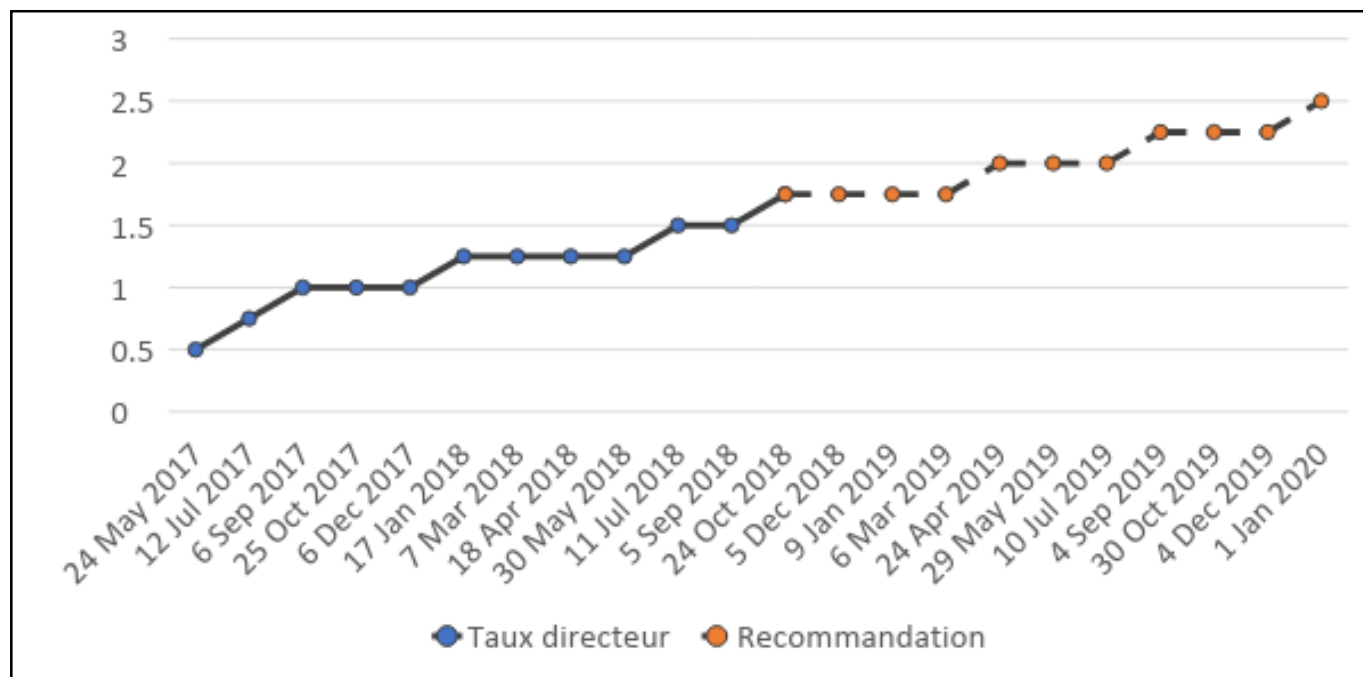
Une compilation des prévisions de six banques à charte à propos de la croissance du produit intérieur brut et de la croissance de l'indice de prix à la consommation a été effectuée. En ce qui a trait au PIB, les prévisions des institutions nous informent d'une diminution du taux de croissance jusqu'à une valeur médiane de 1,7 % à la fin de 2019. En ce qui concerne la croissance de l'indice des prix à la consommation, les prévisions varient mais se bornent à demeurer entre 2 % et 2,75 %, ce qui est supérieur au taux cible d'inflation de 2 %. L'économie canadienne va bien et cela se poursuivra lors de l'année 2019. La diminution du taux de croissance permettra à l'économie de souffler et de dissiper la capacité excédentaire tandis que l'inflation augmente.

Facteurs de risque

Même si l'économie canadienne va bien, il est important de considérer certains risques. D'abord, il y a un risque pour l'économie canadienne lié à la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine en rapport avec les droits de douanes. Cette bataille risque d'avoir des retombées négatives sur l'économie canadienne, qui pourraient se concrétiser sous la forme d'une hausse de prix. L'effet ne serait pas le même dans les différentes industries canadiennes. Cependant, il est possible que les effets négatifs soient contrebalancés par un plus grand accès du Canada au marché chinois, étant donné que leur part d'importation américaine diminuerait.

Au Canada, deux facteurs de risque doivent être considérés : l'endettement du ménage et la situation du marché immobilier. D'abord, concernant l'endettement des ménages, on observe un niveau de 171,3 % du revenu disponible au deuxième trimestre de 2018, ce qui dépasse le sommet atteint par les États-Unis et semble assez inquiétant. Au Canada, 14,46 % du revenu des ménages est une dépense associée au service de la dette. Cela peut sembler logique étant donné les conditions financières accommodantes pour le moment, mais signifie qu'une augmentation du taux d'intérêt devra se faire de façon prudente. Il est important de mentionner que les ménages endettés sont plus sensibles au taux d'intérêt. On observe donc un lien avec le deuxième facteur de risque puisque la hausse de l'endettement est portée par la hausse du crédit à la





consommation et des prêts hypothécaires. Depuis la mise en place de la directive B-20, le marché de l'immobilier s'est grandement refroidi. On remarque un effet d'opportunité et une meilleure qualité des prêts hypothécaire en plus d'un frein à la hausse des prêts immobiliers. Depuis 5 ans, on a observé une hausse moyenne de 45 % des prix de l'immobilier. Le risque est que la bulle éclate, ce qui entraînerait une hausse des défauts de paiement et poserait ainsi une menace à la stabilité financière.

Compte tenu du fait que l'économie canadienne semble avoir atteint son plein potentiel, que l'on s'attend à des pressions inflationnistes et que les États-Unis ont déjà entamé une période de restriction monétaire, nous recommandons une hausse rapide du taux directeur. En revanche, étant donné les risques précédemment discutés par rapport à l'endettement et au marché immobilier, nous suggérons de rester prudents. Ainsi, la trajectoire proposée est formée de deux hausses de 0,25 % en 2019, soit au premier trimestre et au troisième trimestre, et d'une hausse de 0,25 % en janvier 2020 qui permettrait à la Banque du Canada d'atteindre un taux directeur d'un jour de 2,5 %. Ce taux, qui correspond à la borne inférieure de la fourchette neutre, permettrait de limiter les pressions inflationnistes et de calmer le cycle économique tout en évitant de mettre en péril la stabilité financière. Les risques seraient donc minimisés pour les

ménages endettés qui sont déjà plus sensibles à une hausse de taux.

Texte de : Jean-Sébastien Gagnon, Jacob Morrier, Lucie R.-Brousseau et Anabelle Tardif-Samson

Références :

Rapport sur la politique monétaire (24 octobre 2018).
Banque du Canada

<https://www.banqueducanada.ca/2018/10/rpm-2018-10-24/>

Un taux directeur élevé pour une croissance élevée

Par Charles Mathieu

La Banque du Canada a haussé son taux directeur de 0,25 point de pourcentage, en octobre dernier, pour atteindre 1,75 % ; il s'agit d'un niveau jamais atteint en près de 10 ans.

Lorsqu'il est élevé, le taux cible de financement à un jour, ou taux directeur, vient augmenter les intérêts à court terme que chargent les banques privées aux consommateurs. Selon le professeur d'économie à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, Pierre Fortin, cette hausse aura un impact direct sur les coûts d'emprunt des ménages canadiens. « Ce sont surtout les taux d'intérêts sur les prêts à la consommation et les prêts pour l'achat de maison qui frappent les ménages », affirme-t-il.

Selon M. Fortin, le taux d'inflation, représentant l'augmentation du coût des biens et services à la consommation, indique s'il est nécessaire de hausser ou de baisser les taux d'intérêts. « C'est pour éviter qu'il y ait un emballement excessif de la dépense des ménages et des entreprises, car cela entraîne une hausse du taux d'inflation, explique-t-il.

Évidemment, cela se produit lorsque le taux de chômage est bas ». La Banque du Canada a affirmé par voie de communiqué que le taux d'inflation devrait stagner autour de 2 % jusqu'à la fin de 2020.

Selon la banque centrale du pays, cette décision de hausser le taux directeur survient au moment où l'économie canadienne est en pleine croissance. L'Accord États-Unis - Mexique - Canada (AEUMC) a fortement influencé la tenue de l'économie du pays, souligne l'institution fédérale. « [L'AEUMC] réduira l'incertitude entourant les politiques commerciales en Amérique du Nord, laquelle a restreint de façon importante la confiance et les investissements des entreprises ».

Notons que la Banque du Canada a déclaré que le taux directeur pourrait continuer d'augmenter au courant des prochains mois. La prochaine date d'établissement du taux cible de financement à un jour sera le 5 décembre prochain.



L'économie selon Saint-Exupéry

Par Andrée-Anne Aubin

« Toutes les grandes personnes ont d'abord été des enfants, mais peu s'en souviennent. »

Mon premier grand traumatisme arriva à l'âge de 5 ans. Haute comme 3 pommes et face à ces 4 mots : « Je ne sais pas ». J'avais, ce jour-là, comme à l'habitude, posé une question à mon père. Celui-ci possédant une assez bonne culture générale, il n'avait donc jusqu'ici jamais manqué à sa primordiale tâche paternelle. Je ne parle pas ici de celle du pourvoyeur financier de la famille, fille de féministe oblige; je parle plutôt de son rôle d'infatigable encyclopédie vivante.

« Les enfants seuls savent ce qu'ils cherchent. »

Une étude datant de 2012 réalisée par LinkedIn sur 8000 travailleurs à travers la planète indique que 30 % des répondants occupaient un emploi lié à leur rêve de jeunesse et que 43 % des jeunes adultes interrogés étaient confiants d'arriver au même constat au cours de leur carrière. Vous souvenez-vous de votre rêve de jeunesse ? Moi, je rêvais d'une machine à répondre aux questions. Juré-craché. Si j'avais mis la main sur la lampe d'Aladdin, j'aurais laissé tomber les montagnes de poupées Barbie et demandé cette inestimable possession. En attendant, il y avait ma voisine qui avait une grosse boule de billard noire; on pouvait la brasser et elle nous répondait : Yes, No, Maybe. Et puisque la nécessité est mère de l'innovation, il y avait toujours l'option de me faire des petits coincoins en papier.

« La grandeur de la prière réside d'abord en ce qu'il n'y est point répondu. »

Merci aux bienheureux Larry Page et Sergey Brin qui, en se trouvant dans ces 30 %, ayant réalisé leur lucratif rêve de Googler notre planète, se sont du même coup trouvés à réaliser 100 % du mien. Ma bucket list fut cochée, j'étais comblée.

« Si tu diffères de moi mon frère, loin de me léser, tu m'enrichis. »

Si vous discutez avec moi depuis plus de 35 secondes, il y a 30 % de chances que vous soyez reparti avec un test psychométrique à remplir et 70 % de chances d'avoir eu l'impression d'avoir été anormalement scruté durant l'entretien. Veuillez m'en excuser, ma personnalité est principalement constituée de deux choses : 1) de l'intelligence

émotionnelle, 2) de la perception de l'inconscient collectif. De la quoi ? Bonne question. Allez demander à Larry.

Vous êtes peut-être en train de vous dire « C'est bien beau tout ça, mais c'est quoi le rapport avec l'économie ? » À quoi je répondrai par un extrait de l'article écrit par Charles Mathieu paru dans la dernière version de ce journal :

« Selon M. (Gérard) Fillion, n'importe quel sujet peut être interprété sous un angle économique. » Bien dit.

« Aimer, ce n'est pas se regarder l'un l'autre, c'est regarder ensemble dans la même direction. »

Notez le verbe être à l'imparfait de « j'étais comblée », ce rêve de jeunesse ayant été remplacé par celui de l'âge adulte : « Cher génie de la lampe, je souhaite observer les patterns à la base de la synergie en milieu organisationnel ». J'ajoute donc ceci à ma bucket list : une vie de découverte sur l'énergie résidant dans les profondeurs du QI collectif; de là l'intérêt pour l'économie. Parce que cette discipline m'avait semblé utile afin de mesurer l'intelligence marginale et l'optimisation de la RH.

« Ce n'est point dans l'objet que réside le sens des choses, mais dans la démarche. »

Le laboratoire en dynamiques humaines du Social Physics au MIT investigate déjà le sujet. J'ai de la chance de vivre à l'époque des technologies de l'information. Vraiment de la chance. Si j'ai réussi à piquer votre curiosité et que le propos vous intéresse, je vous suggère de poursuivre sur cet article du JSTORdaily paru en septembre dernier :

« Sociophysics and Econophysics, the Future of Social Science? ».

Encore une autre bonne question.

« Faites que le rêve dévore votre vie, afin que la vie ne dévore pas votre rêve. »

Ferai-je partie du fameux 30 % ? « Je ne sais pas ». Et vous ?

Références :

https://blog.linkedin.com/2012/11/15/dream_jobs

<https://qz.com/29058/workers-outside-the-us-are-more-likely-to-pursue-their-dream-jobs/>

<https://journalhorizonseconomiques.com/2018/11/20/le-journalisme-economique-etudiant-entrevue-avec-gerald-fillion/>

<http://socialphysics.media.mit.edu>

<https://daily.jstor.org/sociophysics-and-econophysics-the-future-of-social-science/>

Publications des professeurs du département d'économie

Voici une liste des plus récents articles publiés par des professeurs du département d'économie.

- ◇ Étienne Lalé, "*Labor-market Frictions, Incomplete Insurance and Severance Payments*", octobre 2018. Accepté, à paraître dans *Review of Economic Dynamics*.

Abstract: We analyze the effects of government-mandated severance payments in a rich life-cycle model with search-matching frictions in the labor market, risk-averse agents and imperfect insurance against idiosyncratic shocks. Our model emphasizes a tension between worker-firm wage bargains and consumption smoothing: entry wages respond to expected future severance payments by tilting downwards, which runs counter to having a smooth consumption path. Quantitatively, we find that these wage-shifting effects are sizable enough for severance payments to produce large welfare losses. Our assessment contrasts sharply with previous studies that restricted the extent of worker-firm bargaining to analyze the welfare implications of severance payments.

- ◇ Hélène Latzer et Florian Mayneris, "*Average income, income inequality and export unit values*", octobre 2018.

Abstract: This paper analyses the relationship between a country's income distribution and its exports' unit values. Using bilateral export flows, we not only confirm the positive association between a country's average income and its export unit values, but further identify a heterogeneous relationship with income inequality: we find a greater income spread to be associated with higher exports unit values in the case of poor countries only. These results are robust to the inclusion of controls for other determinants of export unit values, as well as to the use of alternative measures of income inequality and of the quality index. We finally show that this heterogeneous relationship between income inequality and export unit values along the average income dimension is consistent with models emphasizing the role of the composition of local demand in determining the comparative advantage of countries in terms of quality.

- ◇ Olivier Fortin-Gagnon, Maxime Leroux, Dalibor Stevanovic et Stéphane Surprenant, "*A Large Canadian Database for Macroeconomic Analysis*", juillet 2018.

Abstract: This paper describes a large-scale Canadian macroeconomic database in monthly frequency. The dataset contains hundreds of Canadian and provincial economic indicators observed from 1981. It is designed to be updated regularly through StatCan database and is publicly available. It relieves users to deal with data changes and methodological revisions. We show five useful features of the dataset for macroeconomic research. First, the factor structure explains a sizeable part of variation in Canadian and provincial aggregate series. Second, the dataset is useful to capture turning points of the Canadian business cycle. Third, the dataset has substantial predictive power when forecasting key macroeconomic indicators. Fourth, the panel can be used to construct measures of macroeconomic uncertainty. Fifth, the dataset can serve for structural analysis through the factor-augmented VAR model.

- ◇ **Philippe Jacques, Marie-Louise Leroux et Dalibor Stevanovic, "Poverty Among the Elderly: The Role of Public Pension Systems", juin 2018**

Abstract: The objective of this paper is to measure the impact of first-pillar public pensions spending on the prevalence of poverty among the elderly. Using data from 27 European countries from 1995 to 2014, we estimate the elasticity of the poverty rate among individuals aged over 65 years to per capita public pension spending. We show the existence of a nonlinear relationship between these two variables. The elasticity is negative and statistically different from 0 only beyond a level of spending of 685 e per capita. At the average value of 2,819e, it is estimated that the elasticity is about -1.45. This nonlinear relation is robust to the treatment of possible endogeneity and to different robustness checks like the variation of the poverty line, and the inclusion of country-specific differences in public pension plans.

- ◇ **Andrea Ariu, Florian Mayneris et Mathieu Parenti, "One Way to the Top: How Services Boost the Demand for Goods". mai 2018.**

Abstract: In this paper, we take advantage of a uniquely detailed dataset on firm-level exports of both goods and services to show that demand complementarities between services and goods enable firms to boost their manufacturing exports by also providing services. The positive causal effect of services accounts for up to 25% of the manufacturing exports of bi-exporters (i.e. the firms that export both goods and services), and 12% of overall goods exports from Belgium. We find that by associating services with their goods, bi-exporters increase both the quantities and the prices of their goods. To rationalize these findings, we develop a new model of oligopolistic competition featuring one-way complementarity between goods and services, product differentiation, and love for variety. By supplying services with their goods, firms increase their market share, and hence their market power and markup. The model then shows that exporting services acts as a demand shifter for firms, increasing the perceived quality of their products. Going back to the data, we find strong confirmation for this mechanism.

- ◇ **Martin Boyer, Philippe De Donder, Claude Fluet, Marie-Louise Leroux et Pierre-Carl Michaud, "Long Term Care Risk Misperceptions", mai 2018**

Abstract: This paper reports survey evidence on long-term care (LTC) risk misperceptions and demand for longterm care insurance (LTCL) in Canada. LTC risk misperceptions is divided into three different risks: needing help for at least one activity of daily life, needing access to a nursing home, and living to be 85 years old. We contrast subjective (i.e. stated) probabilities with actual probabilities for these three dimensions. We first provide descriptive statistics of how objective and subjective probabilities differ and correlate to each other. Second, we study cross-correlations between different types of risks. We then study how risk misperceptions correlate with individual characteristics, and evaluate how misperceptions affect intentions and actual purchase of LTCL. Our conclusions are two-fold. First, we find that most subjects are not well informed about their individual LTC risks, making it difficult for them to take the correct LTCL decisions. Second, and even though misperceptions explain an individual's actual or his intentions to take-up LTCL, misperceptions are unlikely to explain the poor take-up rate of LTCL in our sample

HORIZONS ÉCONOMIQUES

Merci de nous avoir lu.

En espérant que vous ayez apprécié cette parution
de décembre 2018 d'Horizons Économiques.
Tous les commentaires ainsi que les suggestions
sont appréciés.

Suivez-nous aussi sur Facebook!

Prochaines parutions à venir!